

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

• MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
DU DEVELOPPEMENT RURAL
ET DE LA PÊCHE



وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
والصيد البحري

Le Ministre

الوزير

Alger, le

رقم: 381 / أ.و.

10 ماي 2016
الجزائري

LETTRE D'ORIENTATION

Objet : Une vision renouvelée de la valorisation économique durable des parcours steppiques et de la modernisation des systèmes d'élevage.

P.J. : - Annexe.

Les systèmes de production dominants en zone steppique sont fondés sur les équilibres entre les éleveurs, les parcours et les systèmes d'élevage, constituant ainsi, un écosystème steppique devant permettre l'adéquation permanente entre les ressources naturelles et les besoins de l'activité qui s'y pratique.

Cette problématique touche pratiquement la majorité des étendues de la steppe algérienne qui couvrent 25 wilayas (8 steppiques, 13 agropastorales et 4 pastorales présahariennes), une superficie totale de 36 millions d'hectares, soit près de 15% de la superficie du pays. Elle est principalement constituée par des pâturages et des nappes alfatières, caractérisée par une dynamique dominée par l'élevage, avec un cheptel composé de 23 400 000 têtes d'Ovins, 400 000 camelins et de 4 000 000 de têtes de Caprins. Ces espaces représentent 42% de la valeur ajoutée du secteur agricole et permettent le maintien des emplois et des revenus, qui profite à 80 % de la population estimée à 9 millions d'habitants.

Depuis l'année 2000, les pouvoirs publics ont réalisé un plan d'action qui a permis jusqu'ici : (i) la mise en place de plus de 3.2 millions d'ha de périmètres de mise en défens, (ii) l'aménagement des parcours sur plus de 400 000 ha par des plantations pastorales, (iii) la réalisation et la réhabilitation de plus de 1 600 ceds de dérivation qui ont permis l'intensification des fourrages sur plus de 440 000 ha, et les travaux de conservation des eaux et des sols sur près de 3.6 millions m³, (iv) la réalisation et réhabilitation de plus de 9 000 points d'eau, l'acquisition et l'installation de plus de 6 000 kits solaires et éoliens pour les forages, les puits et les kheimas des éleveurs. Ces efforts ont eu pour impact la création de plus de 165 000 emplois. Par ailleurs

03 abattoirs (Hassi Bahbah, Ain M'lila, Bougtob), ont été réalisés afin de moderniser l'intégration des filières viandes rouges et répondre aux besoins nationaux et à la perspective d'exportation. Ainsi, ces résultats obtenus sont jugés appréciables, mais nécessitent encore une consolidation, un renforcement et des ajustements pour une plus grande efficacité et durabilité de ces systèmes de production.

Dans ce cadre et suite à une première rencontre nationale organisée à Djelfa en septembre 2015 (Deldoul), des rencontres régionales ont été organisées avec les éleveurs des espaces steppiques et présahariens et leurs organisations aboutissant à la tenue d'une Rencontre Nationale des Eleveurs Ovins au niveau de Ain Dhab dans la wilaya de Tiaret, présidée par Monsieur le Ministre de l'Agriculture, du Développement Rural et de la Pêche. Celle-ci a regroupé plus de **600 éleveurs** venus de **25 wilayas**. Ces rencontres ont constitué une large assise d'évaluation, de concertation et une force de propositions de solutions durables pour l'activité pastorale, la préservation des parcours et le développement et à la modernisation des systèmes élevage.

A cette occasion, **une vision renouvelée à l'horizon 2019**, partagée entre les pouvoirs publics et les éleveurs et opérateurs publics et privés, a été validée. Elle se structure à travers la promotion prioritaire des orientations suivantes :

1. **La protection des éleveurs** et l'amélioration de leurs conditions de vie par leur intégration dans les dispositifs de sécurité sociale.
2. La préservation et la modernisation **du savoir faire** et la formation des enfants des éleveurs.
3. La préservation des parcours par la généralisation de la **mise en défens**, comme un instrument fondamental pour atteindre 07 millions d'ha d'ici 2019.
4. **La gestion efficace de la mise en défens** par l'implication des organisations des éleveurs et les collectivités locales et la révision des textes réglementaires y afférents.
5. **Le développement des cultures fourragères** (Luzerne, Triticale, Seigle, Atriplex...) et la réduction de la dépendance des systèmes d'élevages à l'importation de l'orge notamment à travers la valorisation **des zones d'épandages de crues (01 million d'ha)**.
6. L'intégration dans le programme de consolidation et d'extension **du barrage vert** de la mise en valeur agro-pastorale.
7. La poursuite des actions de réhabilitation et de réalisation des points d'eau pour l'abreuvement des cheptels pour atteindre (01 puits pour 1500 ha).

8. L'orientation de l'exploitation des espaces agropastoraux en assurant la **complémentarité** entre la mise en valeur agricole des terres et les zones de parcours dédiées exclusivement au pâturage afin d'éviter les conflits d'usages (les zones de passage pour la transhumance).
9. La promotion de la mise en valeur orientée vers **les systèmes d'élevages intégrés et intensifs**, ovins, caprins et camelins.
10. L'identification des cheptels par des signes de **marquage**, avec procédé simple et fiable, permettant le recensement, le suivi sanitaire et la traçabilité des déplacements.
11. Le développement et la préservation **des races locales** et leurs spécificités génétiques en partenariat avec les associations d'éleveurs spécialisées (Oued Djellal, Rembi, Hamra...).
12. L'intégration **des abattoirs** dans les circuits de ventes des éleveurs, visant une meilleure organisation de la commercialisation.
13. La finalisation du projet de **Loi spécifique** portant gestion des parcours steppiques et présahariens, considérée comme instrument juridique indispensable pour la régulation des actions des différents intervenants et exploitants.

Ces principales mesures, dont d'autres sont détaillées **en annexe**, ne peuvent avoir des effets significatifs sur le terrain, à l'horizon 2019, sans un renforcement de la concertation et le dialogue entre les différents intervenants, essentiellement les organisations des éleveurs, (Fédérations, Conseils Interprofessionnels, Chambres d'Agriculture...) et leur implication directe dans les efforts de développement et de conservation des espaces steppiques et présahariens et dans la modernisation de la filière d'élevage ovine, caprine et cameline.

Enfin, les services décentralisés du Haut Commissariat au Développement de la Steppe, de la Direction Générale des Forêts et des Directions des Services Agricoles concernées sont instruites afin d'intensifier les actions permettant la concrétisation de cette vision rénovée de l'orientation du développement de la steppe et de protection des parcours en coordination avec les institutions locales et la contribution des organisations professionnelles et interprofessionnelles.



Annexe

Les mesures et dispositions complémentaires, à savoir :

1/ La préservation des parcours steppiques.

- La plantation pastorale avec l'implication des exploitants pour la plantation sur les terres reconnues aux particuliers.
- Actualisation de l'étude permettant la distinction des terres de parcours et les zones potentielles à l'agriculture en zone steppique.
- Interdiction des labours illicites et défrichement par un dispositif réglementaire (circulaire interministérielle,...).
- Installation d'un système de veille, de suivi, de contrôle et d'information avec l'implication des structures (DGF, HCDS, DSA, CAW et fédérations des éleveurs..).

2/ L'Approvisionnement en orge pour le cheptel.

- Rationalisation du dispositif existant par l'assainissement des listes d'éleveurs et leur organisation en coopératives.
- Renforcement du dispositif par de nouveaux points de vente et préparer une libéralisation progressive du marché de l'orge.
- Développement des cultures fourragère en irriguée, notamment l'orge.

3/ La bonne conduite de l'élevage.

- Elimination des bêtes improductives (brebis âgées, mâles encombrants,...) par des incitations par le biais des abattoirs.
- Formation et vulgarisation de l'utilisation des techniques de reproduction modernes (insémination artificielle, synchronisation des chaleurs, ...).
- Mise en œuvre des programmes de sélection massale des races dans leurs berceaux par les instituts techniques spécialisées ITLV, CNIAAG...
- Implication des éleveurs potentiels dans la préservation et le développement des races dans leurs berceaux en collaboration avec les instituts.
- Redynamisation et orientation des fermes pilotes pour la production de géniteurs.

4/ L'encadrement de la transhumance.

- Lancement de l'étude d'identification des zones concernées par la transhumance (les zones d'hivernage, attentes, les couloirs de transhumance, ...)
- Mise en place d'un système de suivi et d'encadrement par le HCDS avec l'utilisation des techniques modernes (Télédétection, SIG ...) et par des équipes médicales et vétérinaires mobiles.
- Renforcement de l'abreuvement des cheptels par des points d'eau dans les zones potentielles.

5/ La mise en valeur des terres.

- Lancement des études de faisabilité pour les périmètres à mettre en valeur par le HCDS et le BNEDER.
- Orientation de la mise en valeur essentiellement, vers la création d'unités d'élevage moderne en intensif basées sur les cultures fourragères en irriguée et en utilisant les systèmes d'irrigation économiseurs d'eau.

6/ L'abreuvement des cheptels.

- Poursuivre les efforts dans la réalisation des points d'eau (atteindre la norme d'1 point d'eau pour 1500 ha).
- Accorder de l'importance dans l'action d'hydraulique pastorale pour les parcours présahariens et les périmètres aménagés.

7/ La formation et vulgarisation.

- Redéploiement des instituts techniques dans les zones pastorales.
- Renforcement de l'encadrement technique des capacités humaines des administrations de la région.
- Programmation de cycles de formation spécifique pour les éleveurs et les fils d'éleveurs.
- Formation de vulgarisateurs dans le domaine de l'aménagement des parcours.

8/ La valorisation des produits et commercialisation.

- Création d'espaces d'écoulement et/ou d'unités de transformation au niveau des grandes agglomérations dans le cadre de l'investissement pour la valorisation des produits et les sous produits de la filière (artisanat, produits de terroir et activités liées à la femme rurale).
- Fourniture aux ménages des éleveurs de petits matériels de transformation et de valorisation de produits et de sous produits.
- Soutien aux activités et aux produits de l'artisanat.

9/ L'adaptation du cadre réglementaire.

- Mise en place de commissions chargées de la protection des parcours contre les différentes formes de dégradation comprenant tous les acteurs intervenants sur cet espace.
- Promulgation de textes d'application prévus dans la loi d'orientation agricole.
- Révision de la circulaire relative à l'exploitation des périmètres aménagés.
- Promulguer un texte régissant et réglementant les marchés à bestiaux.
- Révision de la circulaire en visant le renforcement du rôle du HCDS et en impliquant l'ensemble des acteurs entre autres, la DGF, DSA, CAW, APC et les exploitants.